

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 82

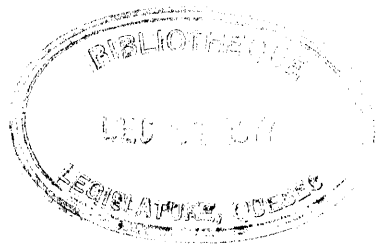
Loi modifiant la Charte de la Société québécoise
d'exploration minière

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. YVES BÉRUBÉ

Ministre des Richesses naturelles



CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

NOTES EXPLICATIVES

L'article premier du présent projet de loi a pour effet d'augmenter de \$44,000,000 le fonds social autorisé de la Société québécoise d'exploration minière.

L'article 2 prévoit que le ministre des finances paiera à la Société, pour l'acquisition d'actions de son capital social, une somme de \$5,000,000 au cours de l'année 1978, une somme de \$5,500,000 au cours de l'année 1979 et une somme de \$7,000,000 au cours de l'année 1980.

L'article 3 autorise de plus le ministre des finances, avec l'approbation du gouvernement, à payer à la Société, d'ici la fin de l'année 1980, une somme de \$26,500,000 pour l'acquisition d'actions du capital social de la Société.

L'article 4 précise l'emploi que la Société devra faire des sommes ainsi versées.

L'article 5 est de concordance.

L'article 6 prévoit que la Société devra faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales.

Projet de loi n° 82

Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

[[L'article 4 de la Charte de la Société québécoise d'exploration minière (1965, 1^{re} session, chapitre 36), remplacé par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1971 et par l'article 1 du chapitre 20 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**4.** Le fonds social autorisé de la Société est de \$89,000,000.

Il est divisé en 8,900,000 actions d'une valeur nominale de \$10 chacune.»]]

Art. 2

[[Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6b, du suivant:

«**6ba.** Le ministre des finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, au cours de l'année civile 1978, un somme de \$5,000,000 pour 500,000 actions entièrement acquittées de son capital social, au cours de l'année civile 1979, une somme de \$5,500,000 pour 550,000 actions entièrement acquittées de son capital social et au cours de l'année civile 1980, une somme de \$7,000,000 pour 700,000 actions entièrement acquittées de son capital social; des certificats lui seront délivrés en retour de ces paiements.»]]

Art. 3

[[Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6c, du suivant:

«**6ca.** Le ministre des finances est aussi autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$26,500,000 pour 2,650,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats lui seront délivrés en retour de ce paiement.

Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année civile 1980; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa.»]]

Art. 4

L'article 6d de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 20 des lois de 1973, est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots et chiffre «de l'article 6c» par les mots et chiffres «des articles 6c ou 6ca.».

Art. 5

L'article 6e de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 20 des lois de 1973, est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots et chiffre «à l'article 6c» par les mots et chiffres «aux articles 6c ou 6ca.».

Art. 6

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

«**18a.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui des filiales.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.»

Art. 7

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.